

26 juin 2006 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les relations entre la France et les pays de l'Océanie, à Paris le 26 juin 2006.

Messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,
Monsieur le Commissaire européen, Cher Louis Michel,
Mesdames et Messieurs les chefs de délégation,
Mesdames, Messieurs,
Mes chers amis,

Je tiens tout d'abord à vous souhaiter à toutes et à tous la plus cordiale, la plus chaleureuse des bienvenues en France. La France n'oublie pas qu'elle est aussi d'Océanie, qu'elle s'y sent des attaches très fortes qui sont à la fois celles de l'histoire et celles du coeur.

Trois ans après notre rencontre de Papeete, votre présence témoigne de notre amitié, de votre attachement au dialogue confiant que nous avons su nouer. Stabilité politique, développement économique et responsabilité environnementale : voilà les enjeux qui nous rassemblent et qui seront au coeur de nos discussions.

Avant d'engager nos travaux, permettez-moi de vous dire ma joie et ma fierté de tenir ce second Sommet au moment même où le musée du Quai Branly commence son existence. Cette institution est pour moi le symbole d'une France qui connaît et reconnaît les cultures du monde entier. D'une France qui affirme l'égalité des peuples. D'une France qui plaide inlassablement pour le dialogue des cultures et le dialogue des civilisations.

A Papeete, je vous avais fait part de mon souhait de faire de ce musée notre maison commune, le lieu de coopérations scientifiques et culturelles exceptionnelles, la vitrine en Europe des immenses richesses des cultures océaniques et de la beauté de leurs traditions.

Cette promesse, la France l'a relevée grâce à l'engagement de beaucoup d'entre vous. Grâce à eux, du coeur de Paris rayonneront désormais les Arts d'Océanie. Puisse ce musée conduire à une prise de conscience universelle, donnant toute leur place aux arts du Pacifique. A l'heure de la diversité culturelle et de l'affirmation des identités, il faut aller plus loin. Et je propose que nous réfléchissions ensemble, avec l'UNESCO, l'Union européenne naturellement, et notamment le Commissaire européen au Développement, à une initiative pour protéger et mettre en valeur le patrimoine unique, notamment architectural, des peuples d'Océanie.

Mesdames et Messieurs,

Dialogue, coopération : telles sont les valeurs que la France souhaite promouvoir dans ses relations avec les États du Pacifique et avec leurs organisations régionales, dont je salue les responsables ici.

En marge de ce Sommet, les statuts du Forum des Îles du Pacifique seront signés par plusieurs des États membres. C'est pour moi l'occasion de réaffirmer le soutien de la France au processus d'intégration régionale qui se développe.

Au sein du Forum, vos pays se sont engagés dans une action résolue en faveur de la démocratie, du développement humain, de la croissance économique et du développement durable. Ils font face courageusement, ensemble aux défis de sécurité qui affectent la stabilité régionale, comme ce fut le cas hier aux îles Salomon ou, dans un cadre différent, au Timor Oriental.

C'est pourquoi nous souhaitons développer entre le Forum et la France un dialogue politique privilégié. C'est pourquoi, je tiens à exprimer également notre vœu de voir la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française accéder au statut de membres associés du Forum, et Wallis et Futuna à

et la Polynésie française accéder au statut de membres associés du Forum, et Wallis-et-Futuna à celui d'observateur.

Plus largement, nous souhaitons que la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française puissent participer toujours plus activement à la vie économique, sociale de leur région. La nouvelle convention de coopération entre la Nouvelle-Calédonie et le Vanuatu et le lancement prochain d'une "Saison de la Culture Calédonienne" en Nouvelle Zélande et le développement des contacts entre la Polynésie française avec les îles Cook ou Kiribati montrent qu'il s'agit bien d'une vision partagée.

Membre de la famille océanienne grâce à ses collectivités du Pacifique, la France est aussi au coeur de l'Union européenne. A ce titre, elle n'a de cesse d'inviter ses partenaires de l'Union européenne à s'investir dans cette région. Aussi, je suis particulièrement heureux que le Commissaire pour le Développement et l'Aide humanitaire, M. Louis MICHEL, qui est un homme pour lequel nous avons tous beaucoup d'estime et de respect, nous fasse l'amitié de sa présence ici. Il vous confirmera, l'engagement de l'Europe à vos côtés, dans le cadre d'un partenariat renforcé.

L'Europe ne peut être indifférente à l'avenir d'une région qui couvre un tiers de la surface de la terre et abrite des trésors écologiques inestimables. Elle veut vous aider à construire un Pacifique écologiquement préservé, un Pacifique d'harmonie et de stabilité, un Pacifique de prospérité qui trouve toute sa place dans la nouvelle économie mondiale, un Pacifique qui réponde aux ambitions légitimes de ses enfants.

L'Europe sait que vous êtes tous préoccupés par le réchauffement climatique qui conditionne l'existence même de certains de vos États. Avec la mise en oeuvre du protocole de Kyoto, l'Europe s'est mise à l'avant-garde de ce combat essentiel pour l'avenir des atolls coralliens et au-delà pour l'humanité tout entière. Dans quelques jours, lors du Sommet du G8 à Saint-Pétersbourg, je dirai une nouvelle fois l'urgence d'une mobilisation internationale pour l'écologie et l'équilibre du monde et qui soit à la hauteur des enjeux.

Mesdames et Messieurs, la France partage vos préoccupations et vos ambitions. Elle est et reste l'avocate de votre région dans toutes les enceintes internationales.

Avec à nouveau tous mes remerciements pour avoir accepté de faire un long voyage, je vous propose maintenant d'ouvrir nos travaux et de passer la parole à Sir Michael SOMARE, Premier ministre de Papouasie-Nouvelle-Guinée.